



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Mai 2022

# L'EXTRÉMISME ISLAMISTE AU NORD DU MOZAMBIQUE

## TERRORISME ET INSÉCURITÉ À CABO DELGADO

**Régio Conrado**

*Doctorant en science politique et enseignant contractuel  
à Sciences Po Bordeaux, laboratoire Les Afriques dans  
le monde (LAM)*



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ÉTUDE – n° 94



# L'EXTRÉMISME ISLAMISTE AU NORD DU MOZAMBIQUE

## TERRORISME ET INSÉCURITÉ À CABO DELGADO

### **Régio Conrado**

*Doctorant en science politique et enseignant contractuel  
à Sciences Po Bordeaux, laboratoire Les Afriques dans  
le monde (LAM)*

### **Pour citer cette étude**

*Régio Conrado, L'extrémisme islamiste au nord du Mozambique – Terrorisme et insécurité à Cabo Delgado, Étude 94, IRSEM, mai 2022.*

### **Dépôt légal**

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155528-0

## DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

93. *La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ?*  
Timothée ALBESSARD
92. *Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiïtes pro-iraniennes à la conquête de l'État*  
Arthur QUESNAY
91. *Facing a pandemic: African armies and the fight against COVID-19*  
Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds)
90. *L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection*  
Michael SHURKIN
89. *Observatoire de la génération Z*  
Anne MUXEL
88. *Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre*  
Camille BOUTRON
87. *Les Groupes djihadistes au Sahel : Une communication globale à l'épreuve des réalités locales*  
Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
86. *Defence cooperation in the 21<sup>st</sup> century*  
Camille MOREL & Friederike RICHTER (eds)
85. *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*  
Éric FRÉCON
84. *Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets*  
Cécile FAUCONNET

## ÉQUIPE

### Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

### Directrice adjointe

Marjorie VANBAELINGHEM

### Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

### Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

### Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



*AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.*

© 2022 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

## PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique - Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

## BIOGRAPHIE

Régio Conrado est doctorant en science politique à Sciences Po Bordeaux (Les Afriques dans le monde-LAM) et chercheur associé au Centre d'études africaines-Leiden. Il est enseignant contractuel de science politique à Sciences Po Bordeaux et président de l'association des doctorants de l'école doctorale, Société, santé et politique de l'Université de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux. Il est co-organisateur (avec Vincent Foucher) depuis 2017 du Séminaire de recherche du LAM (Séminaire général) et chroniqueur pour les affaires politiques et internationales dans le plus grand journal privé mozambicain SAVANA. Il a également été enseignant contractuel (2020-2021) à l'Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement (IFAID). Il a publié *Le pouvoir de l'hôpital : légitimation, domination et formation de l'État au Mozambique colonial et post-colonial*, aux Presses universitaires européennes en 2018 ; ainsi que *Aporias do Moçambique pós-colonial: Estado, Sociedade e Capital* aux éditions Daraja Press en 2021. Il est aussi l'auteur d'une étude de l'IFRI intitulée « De l'hégémonie politique à la domination hégémonique : le Frelimo trente ans après les réformes démocratiques ».

Contact : [conradoregio@gmail.com](mailto:conradoregio@gmail.com)

# SOMMAIRE

RÉSUMÉ .....	11	
INTRODUCTION .....	13	
I. PAUVRETÉ, INSÉCURITÉ ET ISLAM RIGORISTE		
LE TERREAU DU TERRORISME À CABO DELGADO .....	19	
La genèse des groupes terroristes au Nord Mozambique : un islam « importé » ? ..	19	
Les stratégies d’implantation du groupe : action sociale et discours mobilisateurs ....	24	
La fragilité et l’absence partielle de l’État : une opportunité pour la mobilisation.....	26	
II. CARACTÉRISTIQUES SOCIOGRAPHIQUES DU GROUPE ARMÉ .....		31
Qui sont les militants de Ahlu Sunna ? Éléments d’un profil sociologique des combattants .....	31	
Un recrutement ethnique ? .....	35	
III. CAPACITÉS MILITAIRES DES TERRORISTES		
RÉPONSE NATIONALE ET INTERNATIONALE À LA MENACE.....	39	
Un groupe aux capacités d’action importantes .....	39	
Une armée nationale sous-équipée et peu entraînée, incapable de faire face seule .....	43	
CONCLUSION .....	49	

## RÉSUMÉ

Le Mozambique fait face depuis 2017 à de violentes attaques de la part d'un groupe militant islamiste appelé Ahlu Sunna Wal-Jamaa (les gens de la tradition du Prophète et du Consensus). Il s'agit d'un phénomène nouveau dans ce pays jusque-là épargné par le terrorisme. En s'appuyant sur une enquête de terrain réalisée en 2021, cette étude analyse l'implantation du groupe, le profil des combattants et les réactions de l'État mozambicain.

Ahlu Sunna s'est implanté dans la province de Cabo Delgado, au nord du pays, en s'appuyant sur des discours mobilisateurs qui instrumentalisent à son profit la marginalisation politique et économique de la jeunesse et les rapports conflictuels avec l'État central. L'émergence du groupe doit également se comprendre dans le contexte régional : il s'est développé à partir de l'arrivée d'une vague de prêcheurs ayant eu des contacts avec des groupes djihadistes armés du Kenya, des Grands Lacs, d'Arabie saoudite, de Libye, du Soudan, d'Algérie et de Somalie. Ceux-ci ont mis en place des institutions parallèles – écoles, services sociaux – faisant concurrence à l'État et aux institutions de l'islam traditionnellement pratiqué dans la région.

Malgré ces influences externes, le recrutement du groupe semble être essentiellement local. Les témoignages des rescapés des violences révèlent qu'il s'agit souvent de jeunes hommes occupant des emplois précaires et peu rémunérés, issus des communautés ciblées par les violences. Le groupe kidnappe également des adolescents qu'il met ensuite à son service. Il dispose par ailleurs d'un important réseau d'informateurs qui lui a permis de tenir l'armée mozambicaine en échec.

Celle-ci a en effet rencontré d'importantes difficultés pour faire face au phénomène. Le pouvoir central apparaît avoir peu prêté attention aux signaux d'alerte lancés par les dirigeants des communautés locales. Le rapport de force entre le groupe terroriste et l'armée est apparu dans un premier temps défavorable à cette dernière, mal équipée et peu entraînée après des années de sous-investissement. L'État s'est appuyé avec un succès mitigé

sur le groupe Wagner et le Dyck Advisory Group. C'est finalement l'implication de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Rwanda en 2021 qui semble avoir permis de juguler en partie les violences.

► Mots-clés : Terrorisme, Mozambique, sécurité, capacités militaires.

## INTRODUCTION

La violence à Cabo Delgado n'est pas autre chose que l'incompétence de nos dirigeants politiques. Pendant plusieurs années, ils ont ignoré les problèmes des populations vivant dans cette partie du pays. L'État a abandonné non seulement les populations mais aussi plusieurs territoires à l'intérieur de cette province. Pendant plusieurs décennies, ils ont oublié d'investir dans nos Forces de défense et de sécurité sachant quand même que le nord du Mozambique était susceptible de connaître ce type de phénomène. La corruption qui gangrène tout l'appareil de l'État, y compris les forces armées, est une source de notre incapacité à régler le problème du terrorisme à Cabo Delgado<sup>1</sup>.

L'assaut d'un poste de police à Mocímboa da Praia (nord de la province de Cabo Delgado), le 5 octobre 2017, marque le début d'une vague de violentes attaques dans cette province du Mozambique, menées par un groupe nouvellement formé et jusqu'alors inconnu, appelé Ahlu Sunna Wal-Jamaa (les gens de la tradition du Prophète et du Consensus) ou al-Sunna<sup>2</sup>. Initialement, le groupe a été perçu par la population comme une extension du groupe somalien Al-Shabaab, même si rien ne permettait de prouver ce lien supposé. Dans le contexte initial de confusion totale sur l'identité de ce groupe<sup>3</sup>, il était également désigné parmi les leaders religieux locaux sous le nom de Swahili Sunna. En 2019, il a finalement fait allégeance au groupe État islamique (EI). Son objectif, selon les quelques vidéos partagées sur les réseaux sociaux, est d'établir à son tour un soi-disant État islamique<sup>4</sup>.

1. Entretien avec un membre du Conseil d'État, Maputo, 24 juin 2021.

2. Alex Vines, « Why the Insurgency in Northern Mozambique has got worse », Chatham House, Mozambique, avril 2020 ; Saide Habibe, Salvador Forquilha et João Perreira, « Radicalização Islâmica no Norte de Moçambique: O Caso de Mocímboa da Praia », *Cadernos IESE*, 2019, p. 1-62 ; Gregory Pirio, Robert Pittelli et Yussuf Adam, « [The Emergence of Violent Extremism in Northern Mozambique](#) », Africa Center for Strategic Studies, 2018.

3. Habibe, Forquilha et Perreira, « Radicalização Islâmica », *op. cit.*

4. Pirio, Pittelli et Adam, « [The Emergence of Violent Extremism in Northern Mozambique](#) », *op. cit.*, p. 3.

Figure 1



Source : Institut d'études sociales et économiques, Maputo.

L'émergence de ce groupe et la propagation des violences dans la province se déroulent dans un contexte caractérisé, d'un côté, par des décennies de faibles niveaux d'investissement public et des taux élevés de pauvreté et d'analphabétisme et, de l'autre, par un intérêt croissant à partir des années 2000 pour une zone riche en ressources exportables : bois et ivoire, pierres précieuses ou encore, plus récemment, gaz naturel<sup>5</sup>. Combiné à une économie qui s'est néo-libéralisée et a été accaparée par une élite prédatrice<sup>6</sup>, à la suite des réformes économiques et politiques post-guerre civile (1976-1992), cet intérêt a contribué à consolider un modèle de développement extractif et extraverti. Orienté vers les marchés étrangers, il entretient très peu de relations avec le tissu économique local et est par conséquent fortement dépendant des fluctuations de prix sur les marchés internationaux. Cette structure économique ne contribue que peu ou pas du tout à l'amélioration des conditions de vie de la population. Selon l'Institut national de statistiques, le taux de pauvreté à Cabo Delgado s'élève à 44 %, et le taux de chômage à 16,2 %. Ce sont les plus jeunes les plus touchés par le chômage qui, au sein de cette population, s'élève à 40 %. Ceci entraîne un phénomène d'exode rural qui augmente la pression sur les infrastructures dans les périphéries des villes, des districts et des capitales provinciales, et entretient ce faisant le développement des activités économiques informelles. Une économie duale se consolide dès lors, reproduisant les inégalités qui remettent en cause l'unité nationale elle-même.

Les attaques et la montée en puissance du groupe sont par ailleurs susceptibles d'aggraver des problèmes de sécurité régionaux et internationaux, alors que le Mozambique a montré qu'il n'avait pas les moyens d'y faire face seul. En effet, du fait de la faiblesse des États voisins, en particulier du Malawi et de la Zambie, la propagation et l'implantation du groupe

5. Les grands projets d'exploitation des ressources gazières dans le bassin du Rovuma dans la province de Cabo Delgado ont démarré de manière concrète en 2020.

6. Joseph Hanlon, *Peace without profit: how the IMF blocks rebuilding in Mozambique*, Oxford, James Currey, 1996.

dans ces pays ne sont pas à exclure. La Tanzanie, qui dispose de 756 km de frontière commune avec le Mozambique, a d'ailleurs été visée, le 14 octobre 2020, par une attaque menée par des djihadistes venus du pays voisin. La situation inquiète la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui a décidé en juin 2021 d'envoyer des troupes afin de soutenir le pays dans sa lutte contre les groupes djihadistes. Compte tenu de la situation régionale et de la posture idéologique d'Ahlu Sunna, le risque d'une potentielle articulation entre des groupes djihadistes de la région sahélienne, du Maghreb et du Moyen-Orient avec ceux qui sont actifs dans la province de Cabo Delgado est également à considérer. En outre, du fait de la relative proximité géographique, la sécurité de l'océan Indien pourrait être impactée. De fait, comprendre et éradiquer ce conflit s'impose comme un enjeu géopolitique et géoéconomique important non seulement pour l'Afrique australe mais aussi pour les pays impliqués dans les projets gaziers (la France, les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, entre autres).

La question qui sous-tend cette étude est donc la suivante : comment expliquer l'implantation des groupes djihadistes à Cabo Delgado ? Pour y répondre, nous nous appuyons sur les données collectées lors d'une enquête de terrain réalisée au Mozambique entre le 18 juin et le 26 juillet 2021, et plus particulièrement à Maputo, Pemba et Nampula. À cette occasion, une trentaine d'entretiens ont été menés auprès de politiciens (députés et dirigeants des trois principaux partis politiques du Mozambique : Frelimo, Renamo et Mouvement démocratique du Mozambique), d'autorités locales, de militaires, de leaders religieux (musulmans et catholiques) et de personnes déplacées par les violences. Nous avons également rencontré plusieurs chercheurs et employés d'organisations internationales. L'accès au terrain a été particulièrement complexe étant donné le contexte. Les autorités, dont l'accord était nécessaire pour pouvoir rencontrer les populations déplacées, se sont montrées très méfiantes. Plusieurs interlocuteurs ont préféré garder l'anonymat et, de façon générale, aborder certains sujets s'est révélé

risqué ou impossible. Nous avons dû faire appel à des sources secondaires pour certains aspects de cette étude.

Nous étudierons dans un premier temps les causes multiples pouvant expliquer l'essor du terrorisme à Cabo Delgado. Il s'agira d'interroger le rôle joué par le contexte économique, la diffusion d'un islam d'inspiration wahhabite, et la faiblesse structurelle de l'État, en ce qu'elle a fourni une opportunité de mobilisation et a été utilisée par des prédicateurs et entrepreneurs sociaux (I). Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur la sociologie du groupe (II). Enfin, nous reviendrons sur les capacités militaires du groupe, auxquelles doivent faire face des Forces armées de défense du Mozambique (FADM) en sous-effectifs et sous-équipées. Les liens avec d'autres organisations seront également évoqués, ainsi que l'intervention des pays voisins (III).

## I. PAUVRETÉ, INSÉCURITÉ ET ISLAM RIGORISTE

### LE TERREAU DU TERRORISME À CABO DELGADO

Les groupes terroristes apparaissent à la jeunesse locale comme une opportunité de sortir de la pauvreté, de la famine, de l'humiliation et de la disqualification sociale. C'est une manière pour eux de refuser le *statu quo*<sup>1</sup>. La situation locale montre en effet que ces groupes ouvrent un accès à des ressources financières importantes, dans un contexte où l'État s'avère incapable de créer des opportunités d'emploi et de développement.

### LA GENÈSE DES GROUPES TERRORISTES AU NORD MOZAMBIQUE : UN ISLAM « IMPORTÉ » ?

Lors d'une rencontre en juillet 2021 à Maputo, le président de la Comunidade Islâmica da Moçambique revient sur le lien entre religion et terrorisme, mettant en évidence les différents facteurs évoqués tant par les acteurs locaux que par les chercheurs pour expliquer l'émergence du terrorisme à Cabo Delgado :

L'origine de ces groupes terroristes ne peut pas être associée à notre religion. Notre religion est une religion de paix. Plusieurs raisons peuvent expliquer la naissance de ces groupes. Les autorités publiques ne veulent pas le reconnaître mais le problème est dans la pauvreté des jeunes, le manque d'investissements, la mauvaise gouvernance. Les personnes qui ont le ventre vide, lorsqu'elles ont une arme, elles en font usage pour leur survie. Ces personnes sont vulnérables aux discours manipulateurs de quelques prédicateurs<sup>2</sup>.

---

1. Tomas Viera Mario et Iracema M. Bila, « Questões sobre Comunicação, Consultas Públicas e Impactos Económicos, Sociais e Ambientais de projectos extractivos em Tete e Cabo Delgado », Maputo, Sekelekani, 2015, p. 47.

2. Entretien avec le président de la Communauté islamique (Comunidade Islâmica de Moçambique), Abdul Rachid Ismael, Maputo, 3 juillet 2021.

Dans cet extrait d'entretien, nous retrouvons les principaux éléments d'un débat académique, intellectuel et journalistique. Les diverses analyses produites divergent sur des points aussi fondamentaux que les causes, les origines et la nature de l'insurrection islamiste.

Une première dimension du débat concerne la nature religieuse des violences et le rôle de l'islam dans la mobilisation. Certains auteurs tels que Bernhard Weimer<sup>3</sup> soutiennent en effet que la cause du conflit est la privation matérielle, la pauvreté, la marginalisation et le manque de perspectives de la jeunesse. La religion ne serait qu'un « point de rencontre », un discours recouvrant des facteurs plus existentiels. Gregory Pirio, Robert Pittelli et Yussuf Adam<sup>4</sup> soulignent avec raison que Cabo Delgado est l'une des provinces les plus pauvres du Mozambique, et que les découvertes de gaz puis son exploitation ont créé des attentes non satisfaites. Les récits de plusieurs enquêtes établissent une relation entre l'état précaire des services éducatifs au niveau local et la vulnérabilité de la zone en termes de pénétration des idéologies religieuses radicales. Par conséquent, des groupes de résidents radicalisés à Mocímboa da Praia, Palma, ou encore Macomia, insatisfaits de leur position dans la société, de leur manque d'intégration économique et entretenant des relations hostiles avec certaines ethnies considérées comme « dominantes », trouvent dans l'islam radical une base pour exprimer leur sentiment d'exclusion.

Au contraire, Saide Habibe, Salvador Forquilha et João Perreira<sup>5</sup> postulent que l'islam est l'un des facteurs clés des violences. L'émergence du mouvement serait notamment le résultat de l'importation d'une vision rigoriste de l'islam par le biais de différents acteurs soit étrangers, soit mozambicains (notamment des étudiants passés par les universités saoudiennes, égyptiennes

3. Bernhard Weimer, « Vampires, jihadists and structural violence in Mozambique », Maputo, 2018, 43 p. (manuscrit non publié).

4. Pirio, Pittelli et Adam, « [The Emergence of Violent Extremism in Northern Mozambique](#) », *op. cit.* ; Éric Morier-Genoud, « [Why islamist attack demands a careful response from Mozambique](#) », *The Conversation*, 2018.

5. Habibe, Forquilha et Perreira, « Radicalização Islâmica », *op. cit.*

et soudanaises<sup>6</sup>). L'International Crisis Group, de même que le Groupe de surveillance des Nations unies, considèrent que l'insurrection a été partiellement initiée par des militants shabaab kenyans qui, réprimés en Tanzanie où ils s'étaient réfugiés, ont fui au Mozambique<sup>7</sup>. Des prédicateurs étrangers auraient par ailleurs été particulièrement influents, important la pensée djihadiste dans la région<sup>8</sup>. Habibe, Forquilha et Perreira soulignent ainsi l'influence du Cheikh Aboud Rogo, un prédicateur kenyan dont les prêches en swahili se sont diffusés dans toute l'Afrique de l'Est. Il a été placé sur la liste noire des États-Unis et des Nations unies pour avoir soutenu les militants d'Al-Shabaab en Somalie avant d'être assassiné en 2012 à Mombasa<sup>9</sup>.

Il est vrai que peu après la signature des accords de paix de 1992 marquant la fin de la guerre civile entre le Frelimo et la Renamo, la province de Cabo Delgado a commencé à accueillir un grand nombre de groupes religieux. Selon des sources de presse<sup>10</sup>, les premières tensions ont émergé au niveau local en 2012, dans les madrasas (écoles coraniques) et les mosquées. Elles concernaient généralement des jeunes de retour de l'étranger, rapportant avec eux une pratique religieuse éloignée de celle

6. Francisco Almeida dos Santos, « [War in Resource-Rich Northern Mozambique](#) », Africa Center for Strategic Studies, 14 juillet 2020, p. 11-12 ; Liazzat Bonate, « [Why the Mozambican Government's Alliance with the Islamic Council of Mozambique Might not End the Insurgency in Cabo Delgado](#) », *Zitamar*, 14 juin 2019.

7. International Crisis Group, « [Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa](#) », Rapport n° 265, 21 septembre 2018 ; voir aussi Sunguta West, « Ansar al-Sunna: A New Militant Islamist Group Emerges in Mozambique », *Terrorism Monitor*, Jameston Foundation, 14 juin 2018, p. 5-7 ; Eleanor Beevor, « [Who Are Mozambique's Jihadists?](#) », International Institute for Strategic Studies (IISS), 25 mars 2020.

8. David M. Matsinhe et Estacio Valoi, « [The Genesis of Insurgency in Northern Mozambique](#) », Institute for Security Studies (ISS), p. 9 ; Habibe, Forquilha et Pereira, « Radicalização Islâmica », *op. cit.* Voir aussi Pirio, Pittelli et Adam, « [The Emergence of Violent Extremism in Northern Mozambique](#) », *op. cit.*

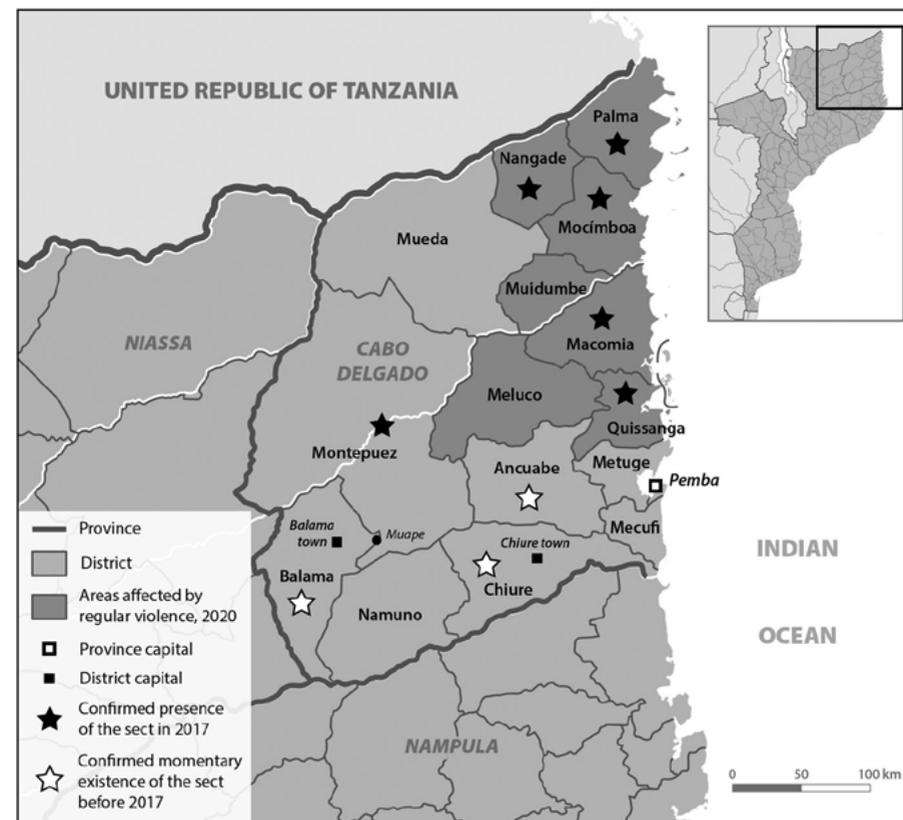
9. *Ibid.*, p. 3.

10. *Jornal de Notícias, O País, Savana, Canal de Moçambique* (édition de 2018-2021).

des plus âgés, qu'ils qualifiaient d'infidèles et de mécréants. Une vague d'arrivées de prêcheurs ayant eu des contacts avec des groupes djihadistes armés du Kenya, des Grands Lacs, d'Arabie saoudite, de Libye, du Soudan, d'Algérie et de Somalie<sup>11</sup> a eu lieu entre 2013 et 2016. L'influence de cette frange radicale s'est fait sentir dans les districts de Balama, dans certains endroits de Macomia, Balama et Chiúre, en périphérie de Pemba, Momba et Angoche<sup>12</sup>.

C'est dans ce contexte qu'a émergé Ahlu Sunna. Au début, le groupe était majoritairement constitué par des jeunes originaires de Mocímboa da Praia. Ses leaders religieux et militaires étaient principalement issus des cellules islamiques fondamentalistes venues de Tanzanie, du Kenya, de Somalie<sup>13</sup> ainsi que de la région des Grands Lacs. Certains avaient des liens avec des leaders religieux saoudiens, libyens, soudanais et algériens. Ils utilisaient essentiellement des vidéos venues de l'étranger ou produites par des Mozambicains ayant étudié dans ces pays grâce à des bourses d'études financées par des commerçants – et parfois des trafiquants – travaillant dans les filières du bois et des mines, et originaires non seulement du Mozambique mais aussi de Tanzanie, de Somalie et de la région des Grands Lacs<sup>14</sup>.

Figure 2



Source : Institut d'études sociales et économiques, Maputo.

Cette diffusion d'un islam rigoriste – et, dans certains cas, djihadiste – n'est pas une singularité du Mozambique. Tout au long de la côte orientale africaine, le nombre d'adeptes des versions extrémistes de l'islam semble en hausse ces dernières années<sup>15</sup>, témoignant d'une diffusion de l'idéologie dite salafiste par les

11. Nuno Rogeiro, *O cabo do medo – O Daesh em Moçambique (junho 2019 – 2020)*, Portugal, D. Quixote, 2020, p. 39.

12. Éric Morier-Genoud, « The jihadi insurgency in Mozambique: origin, nature and beginning », *Journal of Eastern Studies*, 2020, p. 1-17.

13. Pirio, Pittelli et Adam, « [The Emergence of Violent Extremism in Northern Mozambique](#) », *op. cit.*, p. 3.

14. Habibe, Forquilha et Perreira, « Radicalização Islâmica », *op. cit.*, p. 11.

15. Bulama Bukarti et Sandun Munasignhe, « The Mozambique Conflict and Deteriorating Security Situation », Tony Blair Institute for Global Change, 2020.

États du Golfe, alimentée par le commerce du pétrole<sup>16</sup>. Cette politique d'influence s'est également incarnée au cours des dernières années par des financements venus de l'étranger croissants pour les mosquées, les madrasas, les institutions de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que les programmes humanitaires et sociaux<sup>17</sup>. À Zanzibar, par exemple, les financements originaires d'Arabie saoudite à destination des institutions islamiques s'élèvent à un million de dollars américains par an<sup>18</sup>.

#### LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION DU GROUPE : ACTION SOCIALE ET DISCOURS MOBILISATEURS

Les questions économiques et sociales, notamment le manque d'opportunités pour les jeunes et le contrôle des structures de l'État au niveau régional par les bureaucraties du Frelimo et en partie de la Renamo, ont été mobilisées dans leurs discours par les nouveaux prêcheurs. À titre d'exemple, comme l'attestent des rapports du Centre pour la démocratie et le développement (CDD)<sup>19</sup> et de l'ONG Sekelekani<sup>20</sup>, les groupes extrémistes ont instrumentalisé la violence de l'État contre les populations qui exploitent les pierres précieuses dans le district de Montepuez. Ils ont construit un discours alléguant que l'État et le gouvernement agissent contre les populations et leur survie et servent les intérêts des entreprises étrangères et des élites vivant à Maputo. Cette rhétorique n'a pas épargné les structures islamiques traditionnelles de Cabo Delgado et du Mozambique en général<sup>21</sup>. En effet, les confrontations entre « radicaux » et « traditionalistes » sont devenues très fréquentes au sein de la communauté musulmane, de ses mosquées, des écoles coraniques et des associations

16. Jerry Maquenzi et João Feijó, « Pobreza, Desigualdades e conflitos no norte de Cabo Delgado », *Observador Rural*, Working Paper 76, 2019, p. 11.

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*

19. « [A face oculta da Guerra em Cabo Delgado](#) », CDD, Maputo, 19 juillet 2020.

20. Viera Mario et Bila, « Questões sobre Comunicação », *op. cit.*

21. Rogeiro, *O cabo do medo*, *op. cit.*, p. 39.

musulmanes reconnues par l'État<sup>22</sup>. Le groupe a d'ailleurs très tôt ouvert ses propres lieux de culte, comme nous l'avons constaté dans le cadre d'une enquête de terrain réalisée en 2015-2017 à Cabo Delgado. Des lieux de culte musulmans dont l'État n'avait aucune connaissance avaient été mis en place dans des maisons de particuliers à Montepuez. Cela montre que le dysfonctionnement des services de renseignement a été l'une des failles majeures de l'État mozambicain dans sa lutte contre le mouvement djihadiste. Un responsable de la Comunidade Islâmica de Moçambique fait également état de cette situation :

Depuis plusieurs années, on constate qu'il y avait des nationaux et des étrangers qui se refusaient à suivre les pratiques religieuses communes de notre religion [l'islam] telles que pratiquées ici. Ces personnes construisaient leurs propres lieux de prière, ne se mélangeaient pas aux autres musulmans, s'habillaient de manière différente des autres croyants. Tous ces aspects ont créé un étonnement et une forte inquiétude dans notre communauté<sup>23</sup>.

Le groupe a aussi largement investi le champ de l'action sociale avec la création de « centres de soutien social » et de distributions alimentaires, utilisant là une stratégie déjà mise en œuvre dans de nombreux pays musulmans par des groupes se revendiquant de l'islam politique. Des fonds spéciaux ont été créés pour prendre en charge des séjours dans des centres de « culture et de prière » au Moyen-Orient prônant un islam parfois très éloigné des pratiques locales<sup>24</sup>. Un responsable religieux témoigne de ce développement important :

Quand j'étais à Mocimboa da Praia, avant même 2017, étant moi-même responsable religieux local, j'ai vu, comme tout le monde, l'émergence des centres d'aide avec un groupe qui se considérait plus pur que les autres musulmans, plus important que ceux qui préexistaient. Ces groupes organisaient aussi les aides en fonction de l'adhésion à leurs mœurs plus strictes, plus rigoureuses. Parmi les personnes qui faisaient partie de ces groupes, on pou-

22. *Ibid.*

23. Entretien avec un responsable de la Comunidade Islâmica de Moçambique, Pemba, 15 juillet 2021.

24. *Ibid.*

vait trouver des locaux, des étrangers, principalement des Tanzaniens... Leur message était totalement différent de ce qui était notre manière de voir l'islam depuis plusieurs siècles. Ils étaient très radicaux [...]»<sup>25</sup>.

Le message général porté par ces nouveaux « radicaux » était que seul le « vrai islam » pouvait sauver Cabo Delgado de l'injustice, des services publics défaillants, de la pauvreté et de l'humiliation des jeunes croyants dans une société désacralisée, peuplée par des athées, des agnostiques et des apostats<sup>26</sup>. Lentement, entre 2000 et 2015, les groupes extrémistes ont donc créé à Cabo Delgado une sorte de mini-État religieux parallèle, avec ses structures d'assistance alternatives et ses propres règles, incluant celles et ceux qui acceptaient de suivre les règles strictes de ce qu'ils qualifiaient de « vrai islam<sup>27</sup> », le tout à l'abri du regard de l'État.

#### LA FRAGILITÉ ET L'ABSENCE PARTIELLE DE L'ÉTAT : UNE OPPORTUNITÉ POUR LA MOBILISATION

Au-delà des stratégies de mobilisation mises en place par les acteurs djihadistes, il est important de saisir le contexte économique, social et politique qui a permis à ces mobilisations d'émerger et de se pérenniser. Dans les décennies suivant l'indépendance, l'extrême nord du Mozambique, dont Cabo Delgado, a été laissé à l'écart des investissements publics ou privés. À ce jour, le niveau de pauvreté et d'analphabétisme demeure très élevé : plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté selon les données de l'Institut national de statistique. Pour les populations, l'absence de l'État et son incapacité à fournir des services de base s'accompagnent de la perception de celui-ci comme une structure discriminante, se montrant plus favorable

25. Entretien avec un responsable religieux, Pemba, 16 juillet 2021.

26. Rogeiro, *O cabo do medo*, op. cit., p. 40.

27. *Ibid.*, p. 41.

à certains groupes ethnolinguistiques<sup>28</sup>. Ainsi, les populations Macua et Kimwani, pratiquant la religion musulmane dans leur majorité, se sentent exclues de l'appareil de l'État et considèrent que les Makonde, les populations majoritairement chrétiennes et proches du parti au pouvoir, le Frelimo, ont accaparé l'État, ses ressources et ses avantages, transformant la structure étatique en outil au service de leurs intérêts. Cette perception s'est vue confirmée, aux yeux des populations locales, à la suite de l'élection de Filipe Nyusi en 2014, d'origine makonde. Ce dernier a en effet opéré un redéploiement de l'État, qui intervient désormais de manière active dans le contrôle des lieux d'exploitation des ressources minérales, du bois ou encore de la pêche. Ces activités, auparavant du ressort d'une économie informelle survivant à l'écart du contrôle de l'État central, étaient une source de revenus pour les habitants des alentours. Cette nouvelle présence sécuritaire de l'État avec le déploiement de forces de police ou militaires pour protéger les sites d'extraction a été perçue comme l'affirmation du pouvoir de l'ethnie Makonde et de la primauté des intérêts économiques des élites du Frelimo, au détriment de ceux des populations locales non Makonde. Ce sentiment de marginalisation est explicite dans les propos tenus par une personne déplacée rencontrée lors du terrain : « Ceux d'entre nous qui n'ont personne au pouvoir pour les aider sont ici sans rien », explique-t-elle, avant de poursuivre en identifiant clairement l'État comme responsable de sa situation difficile :

Même pour avoir des bourses, il y en a qui sont plus privilégiés que d'autres. En plus de cette souffrance, l'État nous a privés de nos moyens de subsistance. Il contrôle tout, attaque tout le monde. Je ne sais plus comment vivre. Certains jeunes qui sont allés dans la brousse avec les insurgés étaient des pêcheurs, des vendeurs informels. Mais ils ont tout perdu<sup>29</sup>.

28. João Feijó, « Assimetrias no acesso ao Estado: um terreno fértil de penetração do jihadismo islâmico », *Observador Rural*, Working Paper 93, juin 2020, p. 1-49.

29. Entretien avec un déplacé de Palma, Pemba, 20 juillet 2021.

L'impossibilité, après 2016, de maintenir une économie informelle assurant la survie des populations a ainsi engendré un sentiment de violence accrue et de marginalisation de la part de l'État<sup>30</sup>, incitant, selon cet enquêté, un certain nombre de jeunes à rejoindre les groupes extrémistes. L'expulsion des populations des lieux de pêche pour permettre l'installation des projets d'exploitation du gaz, et la perte des terres cultivables à la faveur des investissements étrangers ont accru localement non seulement la pauvreté mais aussi le sentiment d'exclusion et de mépris<sup>31</sup>. La présence des ressources dans ces provinces est perçue comme bénéficiant à une minorité prédatrice, composée des élites du parti au pouvoir, dont une partie importante vient de l'extrême nord de Cabo Delgado. Ces dernières auraient ainsi transformé le processus de paix – qui représentait pour beaucoup de Mozambicains l'espoir d'une amélioration de leurs conditions de vie – en une opportunité d'enrichissement personnel.

Ainsi, malgré l'augmentation des investissements dans la région au niveau macro, dans les zones côtières, la conviction que peu de choses ont été faites en faveur de la population locale, majoritairement musulmane, s'est imposée. Ces dernières années, la presse<sup>32</sup> et des rapports d'organisations non gouvernementales rapportent régulièrement que les jeunes de ces régions estiment majoritairement que les opportunités profitent avant tout à ceux qui sont originaires du « Sud » ou de « Maputo » et aux « étrangers ». Cette analyse se retrouve dans un entretien mené avec un autre déplacé de Palma :

Si un poste est proposé, par exemple, à Muidumbe, vous trouverez des personnes qui viennent du sud ou du centre du pays pour postuler ici ou même des étrangers<sup>33</sup>.

30. Feijó et Maquenzi, « Pobreza, desigualdades e conflitos em Cabo Delgado », *op. cit.*

31. Morier-Genoud, « The jihadi insurgency in Mozambique », *op. cit.* ; Matsinhe et Valoi, « [The Genesis of Insurgency in Northern Mozambique](#) », *op. cit.*, p. 22.

32. VOA portugaise, 16 janvier 2018.

33. Entretien avec un déplacé de Palma, Metuge, 14 juillet 2021.

Cette situation, vécue comme injuste, offre un potentiel de mobilisation non négligeable. Cela a été le cas par exemple en mai 2018, lorsque plus d'une centaine de jeunes se sont rassemblés dans le chef-lieu du district de Palma pour protester contre ce qu'ils estimaient être l'absence d'opportunités d'emploi dans le BTP, affirmant que les postes dans ce secteur étaient attribués à des individus du Sud. Certains des manifestants demandaient également à récupérer leurs terres et leurs plages<sup>34</sup>. Cette manifestation a été émaillée de plusieurs actes de violence, notamment envers des contremaîtres blancs. Dans les faits, environ 53 % de la main-d'œuvre embauchée par l'entreprise de construction était composée de personnes originaires de la région<sup>35</sup>.

La faiblesse et la fragilité des structures étatiques participent par ailleurs à entretenir une insécurité favorisant toutes sortes de pratiques criminelles, dont le recrutement des jeunes par les terroristes, comme le reconnaît un lieutenant de l'armée mozambicaine :

Depuis 2008, nous avons informé le gouvernement qu'il y avait un fort danger de terrorisme à Cabo Delgado. La présence massive d'étrangers au comportement douteux, l'incapacité de l'État à contrôler ses frontières, le chômage massif dans notre jeunesse, le manque d'éducation des jeunes constituaient et constituent encore de très grands risques d'insurrection dans cette province. Ce ne sont pas les seuls facteurs mais ils en font partie<sup>36</sup>.

Plusieurs enquêtés aux profils très différents ont fait état du fait que si le risque qu'implique cette situation avait bien été identifié par plusieurs acteurs au niveau national et local, les élites gouvernementales avaient, pendant plusieurs années, pris à la légère la désorientation et les difficultés de la jeunesse de cette région. Le même lieutenant explique ainsi que « le gouvernement ne nous a pas pris très au sérieux. Ils pensaient que le terrorisme ne pourrait jamais toucher le Mozambique. C'est

34. Sekelekani, « Questões sobre Comunicação... », *op. cit.*, p. 8.

35. *Ibid.*, p. 9.

36. Entretien avec un lieutenant de l'armée mozambicaine, Maputo, 24 juin 2021.

bête mais c'est comme ça qu'ils ont pensé<sup>37</sup> ». Le responsable de la Comunidade Islâmica de Moçambique raconte : « On a parlé avec les autorités publiques pour les tenir au courant de toutes ces situations. Leur réponse n'a pas toujours été à la hauteur des situations qu'on décrivait. Elles n'ont pas pris au sérieux tout ce qu'on leur expliquait. Elles pensaient que c'était un simple problème<sup>38</sup>. » Cet aveuglement face à la détérioration de la situation économique et des relations entre les populations et l'État central a certainement permis au mouvement djihadiste de se diffuser. Il s'enracine cependant dans un environnement complexe où de multiples facteurs interagissent. Deux d'entre eux, intimement liés, apparaissent toutefois centraux : la pauvreté et une radicalisation religieuse née de processus d'échange et de circulation transnationaux des idées et des personnes.

37. Entretien avec un lieutenant de l'armée mozambicaine, Maputo, 24 juin 2021.

38. Entretien avec un responsable de la Comunidade Islâmica de Moçambique, Pemba, 15 juillet 2021.

## II. CARACTÉRISTIQUES SOCIOGRAPHIQUES DU GROUPE ARMÉ

Depuis le début des attaques terroristes à Cabo Delgado, le gouvernement et les chercheurs s'interrogent sur le profil sociologique des membres intégrant les groupes terroristes actifs dans cette partie de l'Afrique. À partir des données primaires et secondaires collectées sur le terrain, nous proposons ici de dégager quelques éléments typiques du profil des militants de Ahlu Sunna.

### QUI SONT LES MILITANTS DE AHLU SUNNA ?

#### ÉLÉMENTS D'UN PROFIL SOCIOLOGIQUE DES COMBATTANTS

Le groupe Ahlu Sunna à Cabo Delgado se distingue par des coutumes vestimentaires qui se veulent d'inspiration islamique : turbans blancs, blouses colorées et pantalons courts noirs descendant sous les genoux. La plupart ont les cheveux rasés et une longue barbe, tandis que les femmes portent un voile intégral. Les hommes sortent également armés (couteaux ou machettes), pour symboliser le djihad qu'ils mènent. Ces habitudes vestimentaires s'accompagnent de pratiques sociales spécifiques : fréquentation des écoles coraniques et non des écoles publiques, refus du dialogue avec toute structure gouvernementale, et rejet des structures communautaires et de leurs dirigeants, en particulier les *Álimos*<sup>1</sup>, qu'ils désignent comme « kafirs », c'est-à-dire mécréants ou infidèles. L'écoute des prêches du prédicateur kenyan Aboud Rogo constitue également une pratique au caractère quasiment obligatoire dans les cercles familiaux des membres du groupe.

1. Nom attribué aux leaders religieux musulmans locaux. Un Kafir est un mécréant, infidèle, incroyant. C'est un terme arabe qui est utilisé par les islamistes pour qualifier tous les leaders religieux qui n'adhèrent pas à leurs idéologies.

À travers leurs interactions avec les combattants, les personnes que nous avons interrogées ont par ailleurs pu faire un ensemble d'observations sur leurs origines sociales et géographiques, les formes de recrutement, mais aussi l'organisation interne du groupe. Ces observations présentent des limites évidentes, et doivent être prises avec toutes les précautions qui s'imposent, ayant le plus souvent été recueillies par des personnes qui ont été maintenues en captivité par le groupe. Par ailleurs, les membres du groupe ont souvent le visage couvert et utilisent des noms de guerre, ce qui rend leur identification difficile :

La plupart des noms n'étaient pas de vrais noms. [...] Certains ont dit leurs noms, mais j'ai toujours eu l'impression que ce n'étaient pas les leurs. Ils utilisaient de faux noms<sup>2</sup>.

Le souci de cacher leur identité et le fait que beaucoup de jeunes combattants s'expriment dans les langues locales du nord du pays (macua, makonde, mwani...) confirment cependant qu'une grande partie d'entre eux sont originaires de la région. Certaines des victimes affirment avoir reconnu parmi eux des vendeurs de *capulana*<sup>3</sup> et autres produits venant de Mocímboa da Praia, de Macomia et de Quissanga :

C'étaient des hommes de Macomia, l'un d'entre eux a même été reconnu par sa tante. L'un des méchants est l'enfant de Macomia. Il a grandi parmi nous. Il a été un bon garçon. Quand quelqu'un parle kimuani, on se rend compte qu'il est local ou étranger. C'étaient des gens du coin, les Muanis de Mocímboa [...]<sup>4</sup>.

À Pangane [...] j'ai pu reconnaître l'identité de chaque alshabaab ; par exemple, celui-ci est de Natutupo, celui-là de Naunte [...] ; c'étaient les enfants de la maison, ils parlaient kimuani, tout le monde parlait kimuani<sup>5</sup>.

Ces témoignages, ainsi que l'usage dominant du muani et du swahili parmi les insurgés, attestent l'existence d'un recrutement

2. Entretien avec A. Mussa, rescapé, Pemba, 14 juillet 2021.

3. Tissu commun en Afrique, en particulier en Afrique orientale.

4. Entretien avec I. Adamugy, rescapé, Pemba, 14 juillet 2021.

5. Entretien avec un rescapé, Metuge, 16 juillet 2021.

essentiellement très local. Des témoins révèlent toutefois avoir entendu d'autres langues, certaines de la province de Cabo Delgado (principalement makonde et macua), d'autres parlées plus au sud du pays, notamment à Nampula (le changana, le « parapato d'Angoche », « le macua de Nacala » ou encore le « nahara »). Parmi les langues nationales, le portugais semble peu utilisé par les combattants, tout au moins dans les interactions avec les populations captives, ce qui correspond à notre hypothèse d'un recrutement se faisant essentiellement dans les zones rurales ou périurbaines les plus pauvres.

Nos interlocuteurs révèlent par ailleurs la présence d'étrangers, venant de la côte est-africaine, en particulier de Tanzanie et de Somalie, ainsi que de personnes vraisemblablement originaires de pays arabes. Ceux-ci formeraient des groupes différents, dotés d'une autonomie relativement importante. Un rescapé témoigne :

Nous avons été interrogés lors de notre captivité par deux personnes dont nous n'avons pas vu le visage [...]. Je pense qu'ils devaient être blancs. Ils avaient des masques qui ne laissaient voir que les yeux [...]. Ils ne parlaient qu'en anglais. Ils ne parlaient pas portugais et ni même le swahili<sup>6</sup>.

Les données mettent ainsi en évidence l'existence d'une internationalisation des groupes armés, avec des parcours individuels caractérisés par la mobilité transnationale :

Ce garçon était de Mocímboa da Praia. [...] il a dit qu'il avait passé dix ans à l'étranger à se préparer pour être chef [...]. Il est allé au Congo. Il est allé en Arabie saoudite. Il est allé dans au moins 3 ou 4 pays. Il parlait couramment l'arabe, l'anglais et le portugais. De plus, il parlait le swahili et les langues locales. Il était extrêmement intelligent et bien préparé, intellectuellement et militairement. La plupart de ces jeunes ne connaissaient pas le Coran. Mais, lui, connaissait aussi le Coran<sup>7</sup>.

6. Entretien avec un rescapé de Macombia, Pemba, 16 juillet 2021.

7. Entretien avec un rescapé de Palma, Pemba, 23 juillet 2021.

Certains dirigeants opérant à Mocímboa da Praia ont d'ailleurs accumulé des expériences de guérilla dans les pays de la région (plus particulièrement en Tanzanie). À la suite de plusieurs échecs, ils ont transféré leurs opérations au Mozambique, considérant qu'il serait plus aisé de s'y implanter durablement :

Il me semble que ce groupe est né en Tanzanie. L'un d'eux me l'a dit. En Tanzanie, il y avait une cellule du groupe. C'est le président de l'époque, Magufuli, qui a ensuite attaqué le camp de leur groupe. Mais beaucoup d'entre eux ont survécu. Beaucoup d'entre eux sont venus au Mozambique pour préparer les Mozambicains. Tous avaient une expérience de la guérilla<sup>8</sup>.

Cette dimension internationale et la présence de combattants venus de l'étranger soulèvent la question des relations entre Ahlu Sunna et les autres groupes djihadistes de la région et au-delà. L'une des craintes des responsables sécuritaires mozambicains et étrangers est que le groupe attire un nombre accru de combattants venus de l'étranger, en particulier ceux ayant participé à l'expansion du groupe État islamique au Moyen-Orient. La zone pourrait alors devenir une plateforme régionale pour les divers mouvements radicaux et armés, contribuant à la création d'un système de conflit régional. Mais si le lien entre les djihadistes tanzaniens et les militants mozambicains est bien établi, l'ampleur des relations entre Ahlu Sunna et le groupe EI est moins claire. Certes, plusieurs analyses montrent que les Forces démocratiques alliées d'Ouganda<sup>9</sup>, qui ont fait allégeance au groupe EI en 2017 et sont maintenant actives en RDC, entraînent une partie des combattants mozambicains et participent aux attaques

8. Entretien avec un rescapé de Palma, Pemba, 23 juillet 2021.

9. Les Allied Democratic Forces (ADF ou ADF-Nalu), en français « Forces démocratiques alliées », sont un groupe armé ougandais regroupant des mouvements d'opposition au président Yoweri Museveni, fondé en 1995. L'organisation s'est depuis lors déplacée en République démocratique du Congo et n'opère plus en Ouganda. Essentiellement composé d'islamistes du mouvement tabligh, l'ADF-Nalu est dirigé de 2007 jusqu'à son arrestation en 2015 par Jamil Mukulu, un chrétien converti à l'islam, puis par Musa Seka Baluku. Selon plusieurs estimations, les ADF sont composées de 300 à 600 combattants. Les ADF sont affiliées au groupe État islamique depuis 2017.

terroristes au Mozambique. Mais cela ne semble pas se traduire par une influence réelle du groupe EI sur le terrain, d'autant plus que le message d'Ahlu Sunna est confus et parfois même contradictoire avec les propos des membres du groupe EI. Les témoignages recueillis auprès des rescapés soulignent d'ailleurs que la plupart des combattants au Mozambique sont d'origine est-africaine et que peu d'entre eux viennent du Moyen-Orient. L'internationalisation d'Ahlu Sunna semble donc se construire essentiellement à partir des espaces où le swahili est utilisé comme *lingua franca* (Tanzanie, Kenya, Somalie ou Congo) et va donc de pair avec un recrutement local.

### UN RECRUTEMENT ETHNIQUE ?

Ce recrutement local va-t-il de pair avec un recrutement sur des critères ethniques ? Un administrateur du district de Mocímboa da Praia affirme par exemple qu'il y a dans les rangs des combattants des jeunes issus de l'ethnie Macua, dont l'engagement serait motivé par leur exclusion des opportunités politiques et économiques sur des bases ethniques. Selon un ancien administrateur du district de Mocímboa da Praia :

On ne peut pas nier que depuis la lutte de libération nationale, l'ethnie Macua fut exclue des principaux postes politiques, économiques et autres. Ce sont les Makonde qui ont toujours eu plus de bénéfices politiques et économiques. Aujourd'hui, cela n'a pas changé. On voit que les Makonde continuent d'occuper les postes les plus importants. Plusieurs Macua voient dans ce comportement une violence historique [...]. Les jeunes de cette ethnie travaillent souvent dans l'informel. Ils n'ont pas accès aux aides publiques pour démarrer un business alors que les jeunes Makonde ont plus de chances d'en obtenir<sup>10</sup>.

Cet enquêté regrette qu'« au Mozambique, on ne discute pas ouvertement sur ces questions mais elles sont bien réelles » et

10. Entretien avec un ancien administrateur du district de Mocímboa da Praia, Pemba, 19 juillet 2021.

que « dans notre parti Frelimo, on ne puisse pas malheureusement discuter de tout cela comme je discute avec vous ».

Il convient cependant de traiter cette question avec précaution étant donné le peu de données fiables sur ce sujet. En l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible d'affirmer l'existence d'un recrutement fondé sur l'appartenance ethnique ni d'en déterminer la propension. L'évolution des attaques dans le temps semble d'ailleurs montrer la capacité du groupe armé à recruter – et à cibler les populations – au-delà des divisions ethniques et religieuses. En effet, les premières attaques se sont concentrées dans les zones plus proches de la côte, à savoir Mocímboa da Praia, Palma et Macomia, mais aussi Quissanga. Il s'agit de zones très pauvres, à forte concentration de population musulmane (80 % en 2017, selon les données de l'Institut national de statistique), issue majoritairement du groupe ethnolinguistique Kimwani, et où l'adhésion au parti Frelimo, le parti au pouvoir depuis l'indépendance, est faible. La zone des plateaux (districts de Muidumbe, Nangade et Mueda), avec une population majoritairement Makonde et plutôt chrétienne, proche du Frelimo, est quant à elle épargnée dans un premier temps. Cependant, à partir de 2019, ces districts deviennent également la cible d'attaques, notamment dans les quartiers de Nangade, de Muidumbe et même de Mueda, où la présence militaire est pourtant importante. De nombreux jeunes Makonde et chrétiens, exclus de l'accès aux ressources énergétiques nouvellement exploitées et dans un état de précarité extrême, auraient alors rejoint les rangs des insurgés.

Il n'en reste pas moins que, selon les personnes rencontrées sur le terrain, les motivations des combattants semblent moins reposer sur la religion ou l'idéologie du groupe – les connaissances que les militants possèdent sur la théologie islamique à leur entrée dans le groupe sont, pour beaucoup, clairement superficielles – que sur la volonté de s'engager pour quelque chose dans un contexte de grandes frustrations socioéconomiques. Cela concerne en particulier les jeunes qui, selon les informations recueillies auprès de nos interlocuteurs, constituent la grande majorité des rebelles et notamment des troupes de

base. Les postes de direction ont en effet tendance à être occupés par des personnes plus âgées et expérimentées. Les enquêtés ont souligné la présence de nombreux adolescents parmi les combattants, ce qui soulève la question d'un recrutement forcé. En effet, les témoignages font état de dizaines de préadolescents kidnappés au cours des attaques et soumis à une formation militaire et un endoctrinement idéologique. Un rescapé de Nangade raconte ainsi en 2018 qu'il a vu « une formation un peu plus poussée avec des adolescents, entre 12 et 14 ans. [...] Ils s'entraînaient aux techniques de guérilla. Ils s'entraînaient à l'utilisation de la machette ». Il explique que « les premiers, qui ont été capturés en 2017, sont déjà en cours de préparation pour être utilisés comme enfants soldats. Nous avons vu un garçon de 14 ans accomplir sa première mission. Nous l'avons vu, tout heureux, raconter aux soldats comment il avait tué des gens<sup>11</sup> ».

Pour conclure, si le ressentiment de certaines catégories sociales et de certains groupes ethniques est utilisé et manipulé par le groupe pour recruter, il ne se limite pas pour autant à une ou des catégories sociales spécifiques. Tous ceux capables de combattre et de participer aux activités logistiques sont des recrues potentielles.

---

11. Entretien avec un rescapé de Nangade, Pemba, 18 juillet 2018.

### III. CAPACITÉS MILITAIRES DES TERRORISTES

#### RÉPONSE NATIONALE ET INTERNATIONALE À LA MENACE

Depuis les premières attaques, le groupe Ahlu Sunna a fait preuve d'une grande capacité d'action et de planification, bien supérieure à celle des FADM, qui ont subi des pertes importantes et ont dû faire appel à des forces extérieures pour mener le combat.

#### UN GROUPE AUX CAPACITÉS D'ACTION IMPORTANTES

Les estimations du nombre de rebelles sont variables, souvent vagues et inexactes. Selon certains récits, les attaques étaient conduites par des groupes composés de quelques dizaines d'insurgés ; selon d'autres, par une centaine d'hommes. Le témoignage d'une femme retenue en otage à Mocímboa da Praia, au cours du mois d'août 2020, indique par exemple que la municipalité a été attaquée par « plus de 600 combattants ».

Si les effectifs exacts ne sont pas connus, le mode d'action du groupe est, lui, bien identifié. Les attaques visent essentiellement des postes de police, des casernes ou des convois militaires. Elles ont généralement lieu la nuit ou à l'aube. Les stratégies militaires des insurgés reposent sur des attaques rapides et un camouflage constant : ils portent souvent des uniformes militaires ou se fondent parmi la population civile. Le groupe disposerait d'un vaste réseau d'observateurs lui facilitant l'accès à l'information, en général des petits commerçants, des paysans et parfois des fonctionnaires. La majeure partie des informateurs sont des femmes et des enfants, en particulier dans les régions sous contrôle des FADM. Certaines attaques, qui visent des cibles non militaires, notamment des églises, des habitations ou des bâtiments gouvernementaux, sont menées à l'aide d'armements plus légers : machettes, haches, marteaux,

flèches, armes à feu de type AK-47, fusils de chasse à double canon<sup>1</sup>.

Ce mode d'action est un mélange de terreur et de guérilla. Le conflit a commencé avec de violentes attaques relevant du banditisme pur et simple, comme des vols de nourriture et de médicaments dans les dispensaires, avant de s'orienter progressivement contre les institutions du pouvoir. À partir de 2018, les insurgés cessent d'employer les tactiques de la guérilla et mener des actions sporadiques pour livrer une véritable guerre pour l'occupation de territoires, ce qui peut indiquer l'existence d'une base de soutien social partiel mais témoigne également de l'importante capacité militaire et stratégique du groupe.

Selon les témoignages, notamment de personnels militaires, il est doté d'équipements volés aux Forces de défense et de sécurité (FDS)<sup>2</sup> (à savoir véhicules blindés, jeeps, armes et munitions), mais aussi de nombreuses motos dérobées aux civils. La dimension transnationale du mouvement pose également un défi de taille aux forces armées puisque, outre la capture du matériel militaire utilisé par les forces conventionnelles, il « se fait livrer par la mer et par la frontière avec la Tanzanie davantage d'armes venant de la région des Grands Lacs et du Moyen-Orient<sup>3</sup> ».

Ces témoignages concernant les capacités militaires des combattants sont corroborés par des vidéos et des photographies circulant sur les réseaux sociaux, où de jeunes combattants apparaissent dans des véhicules volés, y compris des voitures blindées appartenant aux forces armées. Dans certains cas, se pose la question d'un soutien de certaines composantes des forces de défense et de sécurité du Mozambique aux groupes terroristes. Ainsi, des membres des gardes-frontières militarisés (*guarda fronteira*) ont été soupçonnés d'avoir fourni du matériel aux djihadistes, ce qui pourrait s'expliquer notamment par l'insatisfaction d'avoir été affectés dans une région éloignée, sans

1. Entretien avec un officier de l'armée, responsable du renseignement militaire, Pemba, 16 juillet 2021.

2. Les Forces de défense et de sécurité sont composées par l'armée mozambicaine et les diverses branches de la Police nationale.

3. Entretien avec un militaire, Nampula, 21 juillet 2021.

conditions de service adéquates et sans remplacement rapide par de nouvelles recrues. Le retrait de tous les soldats de la *guarda fronteira* de la frontière tanzanienne et leur transfert vers d'autres provinces peuvent être interprétés comme une validation de ce soupçon<sup>4</sup>. De façon plus générale, le fait que certaines unités de l'armée et de la police prêtent occasionnellement des armes à des criminels contre une « redevance » pour compléter leurs revenus est bien connu des médias et des institutions de défense.

Enfin, les terroristes ont accès aux technologies de télécommunications, rares dans la région, facilitant l'échange d'informations et l'organisation militaire. Une rescapée indique ainsi avoir eu « l'impression qu'ils avaient aussi des téléphones satellites pour parler à leurs patrons à Mbau. Nous n'avions aucun signal téléphonique à Naquitengue et ils avaient toutes les informations. Donc, d'une manière ou d'une autre, ils ont eu des contacts<sup>5</sup> ». Ces outils de communication facilitent également l'organisation logistique des groupes, leur permettant par exemple d'organiser leur ravitaillement : « Ils avaient à manger. Quand la nourriture s'est épuisée, après qu'ils ont tout pillé à Mocímboa da Praia, un des chefs qui était là avec nous a dit : "Il faut prévenir le grand patron qui est à Mbau, qu'il doit envoyer de la nourriture"<sup>6</sup> ».

On peut conclure que les terroristes sont dotés d'une capacité militaire et de renseignements tactiques suffisants pour s'affirmer face à une armée qui, comme nous allons le voir ci-dessous, a été affaiblie par des années de sous-investissement.

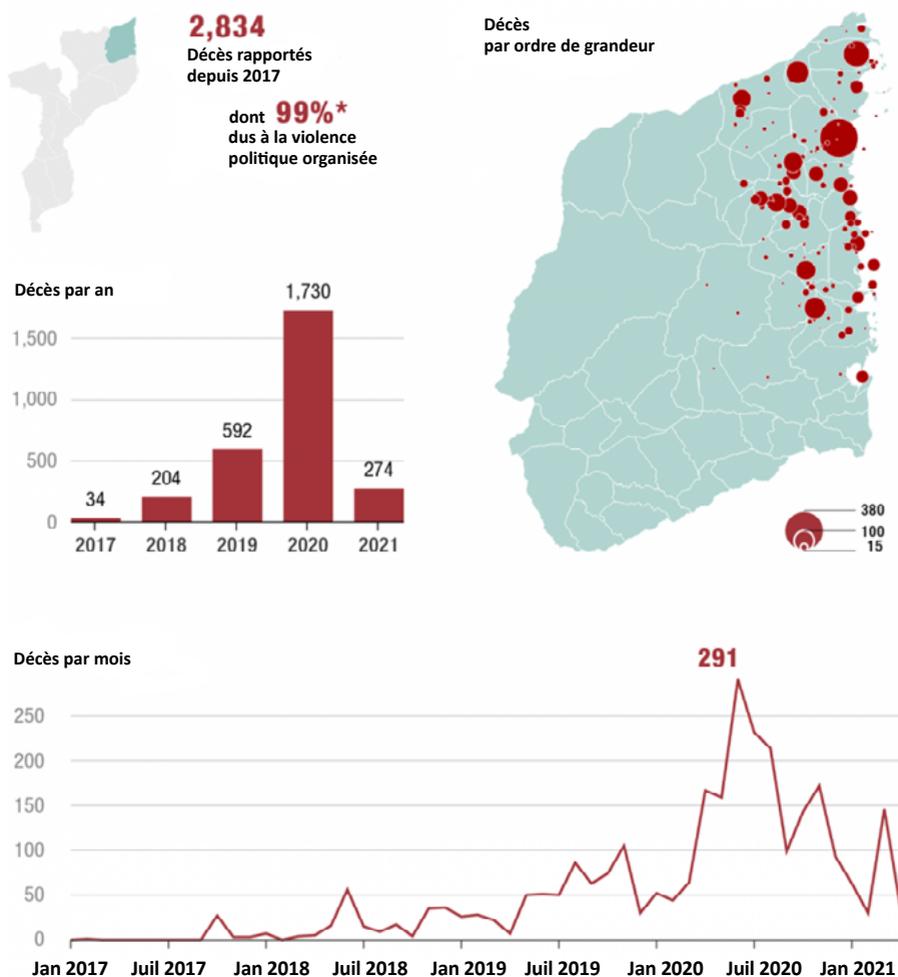
4. « Tensão na guarda fronteira », *O Público*, 4 décembre 2017, p. 3.

5. Entretien avec Jamila Halilal, une rescapée, Metuge, 15 juillet 2021.

6. *Idem*.

Figure 3

Évolution du nombre de morts (2017-2021)



Source : ACLED (Armed Conflict &amp; Event Data Project), 30 avril 2021.

### UNE ARMÉE NATIONALE SOUS-ÉQUIPÉE ET PEU ENTRAÎNÉE, INCAPABLE DE FAIRE FACE SEULE

Le témoignage d'un militaire rencontré à Nampula met en évidence combien la comparaison entre les capacités militaires, logistiques et stratégiques d'Ahlu Sunna et celles des forces armées mozambicaines est défavorable à cette dernière :

Ils sont bien entraînés, bien motivés. Ils ont parfois plus de matériel militaire que nous, l'armée. Ils sont bien organisés du point de vue de la logistique, ce qui n'est pas toujours le cas pour nous en tant qu'armée. Nous avons déjà dû fuir car on n'avait plus de munitions ni de nourriture. L'ennemi, lui, semble avoir moins de problèmes. Il est bien informé, bien attentif à nos mouvements<sup>7</sup>.

En effet, depuis les premières attaques en octobre 2017, les Forces de défense et de sécurité du Mozambique<sup>8</sup> dans leur ensemble se sont montrées incapables d'arrêter l'avancée des groupes terroristes. Plusieurs raisons, à la fois structurelles et conjoncturelles, l'expliquent.

En premier lieu, depuis plus de trente ans, les FADM n'ont pas été suffisamment modernisées et demeurent extrêmement corrompues. L'effectif des forces n'est pas connu avec exactitude, mais selon Luis Valença Pinto il y aurait aujourd'hui environ 11 200 soldats, dont 10 000 dans l'armée de terre, 1 000 dans l'armée de l'air et 200 dans la marine<sup>9</sup>. Elles sont dans un état précaire après des décennies de sous-investissement à la suite des accords de paix de 1992<sup>10</sup>, qui ont mis fin à la guerre civile. Si des réformes ont alors été votées, elles n'ont pas été mises en œuvre. Il était en effet prévu que les forces armées soient constituées de 30 000 hommes, répartis à parts égales entre le gouvernement et

7. Entretien avec un militaire, Nampula, 21 juillet 2021.

8. FADM, Police nationale et Agence nationale du renseignement.

9. Luis Valença Pintos, « [Forças Armadas de Moçambique](#) », *Janus*, 2013, p. 90-91.

10. Selon Luis Valença Pinto, le budget de l'armée mozambicaine en 2010 était aux alentours de 60 millions de dollars pour une population de 25 millions.

les anciens combattants de la Renamo<sup>11</sup>. Les FADM ont été très en deçà de ces efforts de recrutement, ayant atteint un peu plus de 12 000 personnes en 1995, dont seulement 30 % de membres de la Renamo<sup>12</sup>. Le gouvernement, sous pression étrangère pour donner la priorité au développement et par ailleurs peu disposé à faire confiance à une institution composée en partie de ses anciens ennemis, a continué à réduire les dépenses militaires au cours des dernières années. Par conséquent, l'armée est non seulement en sous-effectif, mais elle est également mal équipée et mal entraînée, alors même que son champ d'action s'est étendu géographiquement dans le pays. Le matériel vient encore en grande partie des stocks offerts par l'Union soviétique pendant les années 1970-1980. Bien souvent, les pièces nécessaires à l'entretien ou à la réparation ne sont plus disponibles, accentuant d'autant plus la vétusté des forces : la situation est à ce point dégradée que l'armée a dû louer des hélicoptères à des sociétés privées sud-africaines pour intervenir à Cabo Delgado. Enfin, le moral bas des forces armées et le manque de motivation des jeunes, dont témoignent de nombreuses vidéos postées sur les réseaux sociaux, n'améliorent pas la situation.

Les raisons du manque de moyens des FADM sont également à trouver dans un scandale de corruption. En 2013 et 2014, sous la présidence d'Armando Guebuza (2005-2015), l'État a emprunté illicitement 2 milliards de dollars auprès des

11. Tous les combattants de la Renamo qui n'ont pas été réintégrés dans les Forces armées ont continué à servir la branche armée de la Renamo, même après les accords de paix d'octobre 1992, septembre 2014 et août 2019. En outre, le gouvernement du Mozambique n'a pas véritablement mis en place une stratégie d'intégration depuis 1992. La méfiance vis-à-vis de la Renamo explique en grande partie cet état des choses. Ainsi, la Renamo détient jusqu'à aujourd'hui quelque 5 à 10 000 combattants qui doivent encore être réintégrés. Ce sont ces combattants que la Renamo utilise pour mettre une pression militaire sur le gouvernement afin de négocier le changement des lois ou encore exiger le partage du pouvoir.

12. Entretien avec Raul Domingos, général à la retraite, deuxième figure importante du mouvement rebelle de la Renamo pendant la guerre civile, chef de l'équipe de négociation (Renamo) dans le processus de négociation pour les accords de paix de 1992, membre du conseil d'État, Maputo, 24 juillet 2021.

banques internationales. Le gouvernement a dissimulé ces prêts au Parlement, jusqu'à ce que cette « dette cachée » soit révélée au grand jour en 2016, précipitant le pays dans une grave crise financière puisque, en apprenant l'existence de ces emprunts secrets, les bailleurs de fonds – dont le Mozambique était particulièrement dépendant – ont suspendu leurs aides<sup>13</sup>. Le gouvernement a affirmé que ces emprunts visaient à moderniser les forces armées du Mozambique ainsi que les autres secteurs de la défense nationale. Cet argent, détourné à des fins d'enrichissement personnel, devait entre autres être dépensé dans l'achat d'actifs maritimes, notamment d'une flotte de pêche au thon et d'un navire de surveillance<sup>14</sup>. Une vingtaine de personnes, dont le fils de l'ancien président et l'ancien chef des services de sécurité nationale, ont été arrêtées dans le cadre de cette affaire, qui impliquerait le ministre de la Défense de l'époque, Filipe Nyusi. En effet, aucune décision en termes d'achat ou d'acquisition de matériel militaire ne pouvait être prise sans son aval.

Diminuées par des décennies de sous-investissement, les FADM ont donc été confrontées à de sérieux défis dans la lutte contre Ahlu Sunna, devenant une cible presque constante d'attaques terroristes. De plus, l'armée est chargée, dans le centre du pays, de la responsabilité d'obtenir la reddition d'une faction armée résiduelle dissidente de la Renamo, qui était dirigée jusqu'à fin 2020 par un haut gradé du parti, le général Mariano Nyongo<sup>15</sup>. C'est une unité spéciale de réaction rapide de la police nationale, l'Unité d'intervention rapide (UIR), qui servait jusqu'à récemment de force principale dans le combat contre les

13. « [Mozambique : des responsables, dont le fils de l'ancien président Guebuza, poursuivis pour corruption](#) », France Info Afrique, 13 août 2019.

14. « [Mozambique : l'ex-président Armando Guebuza appelé à la barre](#) », Africanews.fr, 18 février 2022.

15. Son leader, Mariano Nyongo, fut éliminé le 11 octobre 2020 par les Forces spéciales des Forces de défense et de sécurité et, selon mes sources, avec l'appui des Forces rwandaises au Mozambique qui ont aidé à intercepter la communication de ce leader rebelle, ce qui a permis sa localisation et neutralisation, même si le gouvernement affirme qu'il est mort lors d'échanges de tirs entre les dissidents-combattants de la junte et les Forces de défense et de sécurité.

terroristes. Dans les districts de Muidumbe, Mueda et Nangade, l'État s'est également appuyé sur des milices constituées par d'anciens combattants de la guerre de libération nationale, menée par le Frelimo de 1964-1974, et/ou par ceux qui ont combattu du côté gouvernemental contre la rébellion de la Renamo durant la guerre civile (1976-1992). L'État avait créé des milices pendant ce conflit, notamment pour lutter contre la pénétration des rebelles en zone rurale, sur lesquelles il s'est à nouveau appuyé dans la lutte contre le terrorisme. Ces milices, dont le matériel est fourni par l'État, sont en étroite communication avec les forces armées et participent parfois aux opérations militaires. Leur infériorité en termes d'équipement militaire ne leur a cependant pas permis de renverser la tendance du conflit.

C'est donc dans ce contexte de faiblesse de ses forces armées que le gouvernement mozambicain a fait appel aux services des entreprises privées de sécurité russe et sud-africaine Wagner et le Dyck Advisory Group. Le groupe russe, qui n'a pas eu le succès escompté, s'est retiré en 2020. Il n'a pas atteint ses objectifs pour plusieurs raisons : un manque de connaissance de la géographie locale, des conflits avec certains commandants de l'armée mozambicaine, des méthodes inadaptées pour Cabo Delgado (territoire avec des forêts denses et des frontières avec la Tanzanie très poreuses), et le refus du gouvernement de recourir aux bombardements indiscriminés et à la politique de la terre brûlée. Quant au Dyck Advisory Group, qui a appuyé l'UIR entre avril 2020 et mai 2021, le gouvernement a mis fin à sa mission, jugeant les résultats obtenus insuffisants.

Après plusieurs hésitations de la SADC, le Rwanda, craignant pour sa sécurité et celle de la région, a été le premier pays à intervenir militairement au Mozambique en déployant 1 000 soldats et policiers dans toute la partie nord de Cabo Delgado, à Palma, Mocímboa da Praia, Nangade et Macomia. Après trois mois de mission de renseignement sur les groupes terroristes (mai-juin 2021), les opérations militaires ont officiellement démarré le 9 juillet 2021. Avec les Forces de défense et de sécurité, les Forces rwandaises ont récupéré les régions occupées par les terroristes (Mocímboa da Praia, Palma et une partie de Macomia)

et plusieurs bases terroristes localisées dans la brousse, dans les districts de Palma, Nangade, Muedumbe, Macomia, Mueda et Quissanga. La SADC a mis en place, en juillet 2021, une mission, la Southern African Development Community Military Mission (SAMIM), comprenant un effectif de 3 000 militaires déployés à Cabo Delgado. Cette mission, sous le commandement du major-général sud-africain Xolani Makayi, était initialement prévue pour trois mois mais a été prolongée en octobre 2021 puis janvier 2022 pour une durée non précisée, l'objectif étant la « stabilisation de la région<sup>16</sup> ».

16. « [Southern African bloc extends Mozambique troop deployment](#) », Reuters, 12 janvier 2022.

## CONCLUSION

Ahlu Sunna s'est montré capable de capitaliser sur les sentiments historiques d'exclusion des populations locales, aggravés par des ressentiments à l'égard de la violence d'État. Le recrutement a été mené par la persuasion et la mobilisation des réseaux informels et familiaux, ainsi que par la coercition et l'enlèvement, fomentant la terreur chez ceux qui ne coopéraient pas. En instrumentalisant les sentiments d'injustice sociale, notamment en dénonçant la corruption et l'enrichissement opportuniste des gouvernants, le groupe insiste sur la justesse de sa cause et se présente dès lors comme une alternative politique proposant des idéaux séduisants d'égalité et de justice. Les FADM, faibles, n'ont pas été en mesure de faire face.

C'est à ce titre que les États-Unis, le Portugal et la Chine participent activement à un processus de formation et modernisation des forces armées. Les États-Unis et le Portugal sont impliqués dans la formation des forces spéciales dans plusieurs bases militaires au Mozambique, en particulier à Nacala-Porte, une base stratégique pour mener toutes les opérations au nord du Mozambique. La Chine fournit du matériel militaire et forme les hauts gradés de l'armée ainsi que les membres du département du renseignement militaire. Enfin, si l'intervention de la SADC et du Rwanda semblent avoir permis d'entraver le développement du mouvement, la situation demeure hautement instable et les violences persistent dans la région de Cabo Delgado. En mars 2022, le porte-parole du HCR indiquait ainsi que 24 000 personnes avaient été déplacées dans le district de Nangade à la suite des attaques menées par les groupes armés entre janvier et la mi-mars<sup>1</sup>. Le défi que ces groupes représentent pour la sécurité locale, nationale et régionale reste donc à relever.

---

1. « [Mozambique : près de 30.000 personnes déplacées par les violences depuis le début de l'année à Cabo Delgado](#) », ONU Info, 22 mars 2022.

# L'EXTRÉMISME ISLAMISTE AU NORD DU MOZAMBIQUE

## TERRORISME ET INSÉCURITÉ À CABO DELGADO

Régio Conrado

Le phénomène terroriste qui touche le Mozambique depuis octobre 2017 est un phénomène nouveau non seulement dans ce pays, mais aussi pour toute la région de l'Afrique australe, à l'exception de la République démocratique du Congo. Parmi les enjeux posés par cette violence se trouve l'explication des causes de son émergence et de ses évolutions. Cette étude propose une analyse des causes du phénomène terroriste au Mozambique ainsi que de sa structuration et de ses dynamiques récentes. Elle montre que l'apparition des violences est liée à des processus d'exclusion sociale et économique d'une partie de la population au nord du pays, en particulier les jeunes. Ces processus s'enracinent entre autres dans la structure historique de l'État et du régime politique mozambicain, né de la guerre de libération nationale et de la guerre civile, ainsi que dans l'insertion du pays dans les échanges économiques mondiaux. En effet, l'intérêt de puissances et entreprises étrangères pour les ressources naturelles du pays a contribué à déstabiliser les équilibres sociaux, économiques et politiques de certaines régions du Mozambique. Cette trajectoire historique de l'État mozambicain explique également en partie la tournure prise par les événements, notamment les difficultés rencontrées par les forces armées pour lutter contre les groupes terroristes. C'est avec l'appui de puissances étrangères, comme le Rwanda, que l'État mozambicain est parvenu en partie à juguler le phénomène.